



Centre interdisciplinaire de recherche
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie
plus solidaire
inspirée par
l'intérêt général**

Ciriec
International

Allemagne
Argentine
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Colombie
Espagne
France
Italie
Japon
Portugal
Suède
Turquie
Venezuela

**Rapport d'activités
2011-2012**

Du 1^{er} mai 2011 au 30 avril 2012

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION.....	3
RAPPORT DU PRÉSIDENT.....	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF.....	9
DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC	10
LE CIRIEC INTERNATIONAL..	11
Les instances du CIRIEC International	
Conférence mondiale de recherche en économie sociale	
Le Conseil scientifique international (CSI)	
Commission scientifique internationale <i>Économie sociale et coopérative</i>	
Commission scientifique internationale <i>Services publics/Entreprises publiques</i>	
LE CIRIEC-CANADA.....	15
Activités 2011	
Colloque annuel 2011 du CIRIEC-Canada à l'Acfas	
L'historique du CIRIEC-Canada	
ANNEXE 1	19
Le plan triennal 2012-2015	

PRÉSENTATION

Initié au cours des années précédentes et entré en activité au cours de l'année 1966-1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique-social.

Le CIRIEC-Canada constitue une des 15 sections nationales du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques.

Depuis 40 ans, le CIRIEC-Canada a ainsi œuvré dans le domaine de la liaison, de la diffusion et du transfert, en réunissant des universitaires et des praticiens, de l'économie sociale et de l'économie publique, et en animant des activités visant à soutenir et à développer une vision de ce qui contribue aux objectifs d'intérêt général.

Le Ciriec-Canada, par ses activités de recherche, de formation, d'information et de diffusion, contribue à la reconnaissance de l'entreprise collective et de ses spécificités comme mode de développement et d'organisation faisant la promotion des intérêts collectifs et servant l'intérêt général ; il est un carrefour de réflexion, d'analyse, de recherche et de transfert sur les entreprises appartenant à l'économie sociale et publique, reposant sur une approche partenariale avec ses membres (personnes, organisations et réseaux). Il contribue à l'avancement des pratiques des entreprises collectives dans une perspective de développement durable. Il agit comme organisme de transfert de connaissances dans la co-construction de savoirs et de connaissances pratiques relatifs à l'entreprise collective, et ce, dans une approche originale de partenariat avec ses membres et groupes de membres chercheurs et praticiens. Il prend part et contribue aux instances internationales de réflexion et de recherche sur les entreprises collectives. Il contribue à intéresser les formateurs et les jeunes chercheurs à l'entreprise collective comme modèle de développement durable.

**Le secrétariat du CIRIEC-Canada est situé au 12^e étage
du Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke (bureau 12751).
Une professionnelle de recherche, Suzanne Poirier, en assure la permanence.**

Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871

Courriel : CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca Site internet: www.ciriec.ugam.ca

**Adresse postale:
CIRIEC-Canada
150, Place Charles-Le Moyne, boîte postale 1
Longueuil (Québec) J4K 0A8**

RAPPORT DU PRÉSIDENT



En plus de poursuivre sa présence assidue aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques, les membres du conseil d'administration et du comité exécutif se sont penchés sur la préparation du présent colloque et des séminaires tenus à l'occasion des réunions du conseil d'administration et sur la nécessité de consolider la revue *Économie et solidarités*. La part la plus considérable des travaux a porté sur la préparation du plan triennal qui sera soumis à la présente assemblée et recommandé par le conseil d'administration. Depuis la dernière assemblée générale, le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises tandis que l'exécutif s'est réuni à onze occasions au cours de l'année 2011-2012.

À la dernière assemblée générale, il avait été entendu que les membres du comité exécutif prépareraient un plan d'orientation pour les trois prochaines années. Benoît Lévesque et Carol Saucier, anciens présidents du CIRIEC, ont été invités à se joindre à l'exécutif pour entreprendre cette réflexion sur l'évolution de l'environnement du CIRIEC, sa mission, ses orientations stratégiques, son secrétariat et sa gouvernance. Le projet de plan triennal a été soumis au conseil d'administration qui en fait la recommandation à l'assemblée générale. Un plan triennal d'activités, des modifications aux règlements généraux relatifs à la mission et à l'ouverture d'un poste réservé au conseil d'administration à un étudiant ou une étudiante font aussi partie de ce qui est présenté à l'assemblée générale pour information ou décision.

Le CIRIEC a été sollicité par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) pour déléguer une personne au sein d'un nouveau groupe de travail pour une analyse prospective sur le secteur de l'économie sociale au Québec. Marie J. Bouchard y représente le CIRIEC.

Martine Vézina est devenue membre observateur au conseil d'administration du CQCM en remplacement de Michel Lafleur qui avait complété un deuxième mandat. Marie J. Bouchard a accepté la responsabilité de diriger un groupe de travail à la Commission d'économie sociale et coopérative du CIRIEC International portant sur les méthodes et indicateurs pour produire des statistiques sur l'économie sociale. Nous tenons également à souligner le travail de Luc Bernier en tant que président du Conseil scientifique du CIRIEC International dont les travaux chapeautent les activités de la Commission scientifique économie sociale et coopérative ainsi que de la Commission scientifique entreprises publiques – services publics et groupe de recherche œuvrant sur des thèmes transversaux.

Économie plurielle et développement durable

Les divers regroupements sectoriels d'entreprises d'économie sociale (habitation, services, travail, forestières, financières, coopératives de développement régional) ainsi que des organisations telles que le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et le Chantier de l'économie sociale sont des lieux de délibérations et de représentation. Ces institutions ont permis d'accéder à des programmes gouvernementaux et des législations favorables à la diffusion des innovations de l'économie sociale. Ces institutions constituent des lieux indispensables d'échanges et de partage de meilleures pratiques. Elles servent également d'institutions culturelles qui formalisent et diffusent les valeurs et servent en quelque sorte de mémoire collective en constant enrichissement. De là l'importance de savoir disposer d'institutions intermédiaires, de savoir, de veille et de formation tels que le CIRIEC ainsi que plusieurs chaires et centres de recherches.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des centres de recherches, des observatoires et des lieux de formation, collaborent avec le CIRIEC. Mentionnons l'IAPC, l'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur les entreprises publiques et l'intérêt général ainsi que le Centre de recherche sur la gouvernance (CERGO) de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

Le contexte dans lequel œuvrent nos membres et notre association est celui vécu par toute la population en cette période caractérisée par les difficultés majeures d'un modèle de développement fondé sur le laisser-faire économique, sur des attentes irréalistes en termes de rendement et sur des tentatives de retrait de l'État social.

La crise financière a fait ressortir l'imminence d'un point de rupture. Les changements climatiques sont désormais reconnus comme un défi sans précédent pour l'humanité. La disponibilité de nombreuses ressources naturelles est en déclin rapide. Les affres de la crise alimentaires sont réapparues dans plusieurs points de la planète. Les inégalités croissantes entre les riches et les pauvres, entre le nord et le sud, donnent le signal de troubles sociaux à venir et la finance globalisée et dérégulée tend de plus en plus à se déconnecter de l'économie réelle et à n'être déterminée que par des objectifs de court terme. Il faut pouvoir identifier de nouvelles impulsions motrices de développement économique créatrices d'emplois et stimulant des innovations. Je parle ici de développement durable, c'est-à-dire une économie déterminée par une meilleure équité et le mieux-être des personnes, donc du social, tout en réduisant les risques environnementaux et écologiques. Il faut une finance reconnectée à l'économie réelle ayant des perspectives à long terme et visant des rendements raisonnables en lien avec l'évolution économique générale. Einstein a dit : « La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent ». Pour aborder les problématiques fondamentales qui se posent nous avons besoin d'un changement de paradigme, cela implique une autre gouvernance conçue autrement. Nous devons changer notre façon de concevoir le développement et mettre l'accent sur la production de biens et de services qui répondent aux besoins des personnes et des communautés en développant des perspectives à plus long terme avec un mode de gouvernance qui reconnaît la place et le rôle des parties prenantes internes et externes de l'entreprise plutôt que la recherche exclusive de profits à court terme, sous le seul contrôle des représentants des actionnaires. Il s'agit là d'un véritable défi. Les sociétés d'État, les fonds de travailleurs, les OBNL, les coopératives et les mutuelles font partie de la solution.

Les entreprises d'économie sociale et les sociétés d'État ont un rôle important à jouer pour assurer la pérennité des entreprises, pour participer à résoudre le problème de l'écart de croissance de productivité qui se maintient entre l'économie québécoise et celle de ses principaux partenaires, pour soutenir la création d'emplois de qualité, le développement des régions, ainsi que la sécurité financière des retraités, et pour prendre en compte les risques environnementaux et les enjeux reliés aux organismes vivants parce que le rapport à l'argent et au développement est posé différemment par les entreprises collectives.

Les sociétés d'État et les entreprises d'économie sociale sont des entreprises collectives. Elles constituent un patrimoine important et un réservoir de connaissances qui doivent être mis en valeur. Elles ont en commun de devoir relever le défi du marché tout en cherchant à répondre à des objectifs sociaux conformément à une mission relevant de l'intérêt collectif voire de l'intérêt général.

Le CIRIEC-Canada rassemble à la fois des entreprises publiques et d'économie sociale, des praticiens et des chercheurs, des étudiants et des enseignants. Ce carrefour est unique et les mutations actuelles des systèmes économiques et sociaux accentuent la nécessité de renforcer notre action.

Des préoccupations pour la communauté, l'intérêt général et le fonctionnement démocratique font partie des caractéristiques communes aux entreprises collectives et on peut lire dans un document du CIRIEC International datant de 1965 intitulé *Qu'est-ce que le CIRIEC?* à propos des entreprises collectives : « They have very often to face the same attacks, the same deformations, the same bias ». Savoir répondre à des questions soulevées à l'endroit des entreprises collectives concernant leur pertinence, leur spécificité, leur pérennité, leur productivité économique et sociale, demeure nécessaire. Elles recèlent un potentiel de contribution essentielle à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement centrés sur la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique.

Rio +20

C'est ainsi que l'on peut lire en conclusion d'un rapport du PNUD préparatoire à la conférence de Rio qui se tiendra en juin prochain que : « Les dirigeants mondiaux, la société civile et les principales entreprises doivent s'engager à repenser et redéfinir collectivement les mesures traditionnelles de la richesse, de la prospérité et du bien-être ». Le nouveau rapport du PNUD démontre qu'en s'appuyant sur une réorientation des politiques nationales et internationales, la transition vers une économie verte est possible si l'on investit 2 % du PIB mondial par an d'ici à 2050 dans la transformation de secteurs clés que sont l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie manufacturière, le tourisme, le transport, l'eau et la gestion des déchets.

Aperçu sur les activités 2012-2013

- ◆ La mise en œuvre 2012-2013 du plan triennal.
- ◆ La recherche d'un financement adéquat pour l'accomplissement de la raison d'être du CIRIEC-Canada.
- ◆ Pour la revue *Économie et solidarités*, un travail de consolidation est à poursuivre en soutien à la direction et à l'équipe de rédaction. Deux numéros sont en processus de production.
- ◆ La participation au congrès du CIRIEC International qui se tiendra à Vienne du 12 au 14 septembre 2012 sous le thème : *L'économie publique, sociale et coopérative au service de l'intérêt général*.
- ◆ La participation aux instances du Ciriec international et aux activités scientifiques.
- ◆ Les suites à donner au colloque de janvier 2011 portant sur le *développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : un domaine d'innovation pour les entreprises publiques et d'économie sociale*.
- ◆ Une collaboration au développement d'un portail visant à faciliter la diffusion de l'état de la recherche sur les coopératives au Canada et visant le développement d'une sorte de réseau de veille d'information et de publications.
- ◆ La tenue d'au moins 2 séminaires à l'occasion de réunions du conseil d'administration.
- ◆ La tenue du prochain colloque annuel du CIRIEC à l'Acfas.

2012 Année internationale des coopératives

Le CIRIEC-Canada s'associe à l'Association of Cooperative Educators (ACE), à l'Association des coopératives du Canada (ACC), au Conseil canadien de la coopération et de la mutualité (CCCM), au Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) et l'Association canadienne pour les études sur la coopération (ACÉC), pour la tenue d'un événement qui se tiendra à l'Université du Québec à Montréal, du 24 au 27 juin 2012. À l'occasion de cet événement plusieurs interventions de membres du CIRIEC, mobilisés par Marie Bouchard, sont attendues :

- ◆ Le CIRIEC-Canada, la double transversalité d'une association scientifique : L'ouvrage de Benoît Lévesque sur les 40 ans du CIRIEC-Canada.
Martine Vézina, professeure HEC Montréal, secrétaire du comité exécutif du CIRIEC-Canada
- ◆ La revue du CIRIEC-Canada, *Économie et solidarités*.
Jacques L. Boucher, professeur Université du Québec en Outaouais et directeur de la revue du CIRIEC *Économie et solidarités*.
- ◆ La mission de transfert du CIRIEC-Canada : la « Communauté de pratiques sur la responsabilité sociétale des entreprises collectives ».
Claude Normandin, Fondation CSN et Lovasoa Ramboarisata, UQAM.
- ◆ Un objet commun, l'intérêt général : la recherche sur l'« Intérêt général et développement de l'économie du Québec : les stratégies de réseau et les modes de gouvernance des entreprises collectives ».
Marie J. Bouchard, professeure UQAM et vice-présidente affaires internationales CIRIEC-Canada
- ◆ Un des réseaux des membres du CIRIEC-Canada : le Réseau de la finance responsable au Québec.
André Lacroix, professeur Université de Sherbrooke et membre du CIRIEC-Canada.

Remerciements

Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la revue et de l'UQO, la Chaire d'éthique appliquée qui abrite le CIRIEC-Canada, ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Je voudrais réitérer nos remerciements à l'endroit de Michel Séguin et de Martine Vézina pour la préparation du colloque 2012, pour cette programmation de grande qualité et de grande pertinence pour les entreprises collectives ainsi que pour les étudiants et les universitaires qui s'y intéressent.

Grand merci à chacune et chacun des membres de notre association. C'est par vous que cette association existe et peut agir. Vous en constituez la richesse, l'expérience, la pertinence et le rayonnement.



Léopold Beaulieu, président

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

Président CIRIEC-Canada

Léopold Beaulieu

Président-directeur général - Fondation, le Fonds de développement de la confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi

Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

Vice-présidente – affaires avec les entreprises – CIRIEC-Canada

Chantal Malo

Vice-présidente - Coopératives et autres entreprises de l'économie sociale - Investissement Québec

Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada et

président du Conseil scientifique international du Ciriec

Luc Bernier

Codirecteur (CERGO)

Professeur - École Nationale d'administration publique

Trésorier – CIRIEC-Canada

Claude Carboneau

Directeur du bureau de Québec - MCE Conseils

Secrétaire – CIRIEC-Canada

Martine Vézina

Professeure - Service de l'enseignement du management
HEC Montréal

Observateurs à l'exécutif

Jacques L. Boucher

Directeur de la revue *Économie et Solidarités*

Professeur - Université du Québec en Outaouais (UQO)

Guy Chiasson

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Professeur - Département de travail social (UQO)

Ancien président du CIRIEC-Canada et ancien président

du Conseil scientifique international du CIRIEC

Benoît Lévesque

Professeur associé - UQAM et ÉNAP

Administrateurs

Louis Côté

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique

Professeur - École Nationale d'administration publique

Pauline D'Amboise

Vice-présidente soutien à la coopération et secrétaire générale du Mouvement des caisses Desjardins

Claude Dorion

Directeur général - MCE Conseils

René Hamel

Président-directeur général - SSQ Groupe financier

Juan-Luis Klein

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Professeur - Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

Marcellin Hudon

Association des groupes de ressources techniques du Québec

Abderrahim Izirri

Directeur général - CDR Montréal-Laval

André Lacroix

Professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée

Université de Sherbrooke

Michel Lafleur

Professeur et directeur de l'IRECUS, Université de Sherbrooke

André Leclerc

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en

gestion des coopératives. Professeur - Université de Moncton

Denis Martel

Vice-recteur - Enseignement et recherche, Université du

Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

À déterminer

Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

Nancy Neamtan

Vice-présidente développement stratégique RESO

Présidente - Chantier de l'économie sociale

Marie-Josée Ouellet

Directrice adjointe - Direction du développement régional et

rural et de l'économie sociale - Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Paul Ouellet

Coordonnateur général

Caisse d'économie solidaire Desjardins

Pierre Patry

Trésorier - Confédération des syndicats nationaux

Jacques Préfontaine

Titulaire de la Chaire Desjardins en gestion du développement

durable et professeur - Faculté d'administration - Université

de Sherbrooke

Carol Saucier

Professeur - Département des sciences humaines (UQAR)

Michel Séguin

Titulaire de la Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

Hélène Simard

Présidente-directrice générale

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Milder Villegas

Directeur général - Filaction

L'assemblée générale 2011 s'est tenue le 9 mai à l'Université de Sherbrooke.

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 mai 2011, le 13 décembre 2011, le 7 mars et le 25 avril 2012.

Le comité exécutif s'est réuni à onze reprises au cours de l'année.

Délégués aux instances internationales du CIRIEC

Praesidium

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Substitut:

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Conseil international

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (MCE Conseils), trésorier, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

Substituts

Chantal Malo (Investissement Québec),

vice-présidente-Affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

Conseil scientifique international

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Louis Simard (Université d'Ottawa), membre du CIRIEC-Canada

Substituts:

Juan-Luis Klein (UQAM), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jean Turgeon (ÉNAP), membre du CIRIEC-Canada

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Louis Simard (Université d'Ottawa), membre du CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Claude Carbonneau (MCE Conseils), trésorier, CIRIEC-Canada

Guy Chiasson (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur-adjoint de la revue *Économie et Solidarités*

Ian MacPherson (Université de Victoria), membre du CA, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), président du Conseil scientifique international

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

LE CIRIEC INTERNATIONAL

Les instances du CIRIEC International

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international. La dernière assemblée s'est tenue à l'occasion du congrès international, le 17 mai 2010. Le Praesidium (assure les fonctions d'un bureau exécutif), s'est réuni le 24 juin 2011 à Paris. Le Conseil international (constitue le conseil d'administration et est composé de délégués des sections nationales), s'est réuni à Valence le 22 octobre 2011 et à Bogota le 29 mars 2012. Les Congrès internationaux du Ciriec se tiennent aux deux ans, en alternance avec les Conférences mondiales.

Conférence mondiale de recherche en économie sociale

Quelque 400 chercheurs et praticiens de 40 pays se sont retrouvés, du 6 au 8 avril à Valladolid (Espagne) pour échanger leurs travaux et leurs expériences dans le champ de l'économie sociale. C'était la troisième édition d'une manifestation que le Ciriec organise tous les deux ans, dans l'intervalle de ses congrès. Les deux précédentes s'étaient tenues à Victoria (Canada) et à Östersund (Suède) et avaient remporté un succès grandissant. Celle de Valladolid a confirmé que c'est aujourd'hui, sans conteste, l'une des plus importantes rencontres scientifiques internationales sur le thème de l'économie sociale.

La conférence de Valladolid était organisée par la section espagnole du Ciriec et le Ciriec International, avec la collaboration du réseau espagnol des instituts et centres universitaires de recherche, l'Université de Valladolid et la Junte de Castille et Leon. Elle s'était donné l'objectif d'analyser le rôle que l'économie sociale peut jouer dans un nouveau modèle de développement, tant au Sud qu'au Nord. Il s'agissait d'étudier la réalité, la nature et le poids de ce secteur socioéconomique, sa volonté et son aptitude à relever cet ambitieux défi.

Outre les sessions plénières, les travaux se sont déroulés dans 30 ateliers où ont été présentées 154 communications. Celles qui n'ont pu faire l'objet de présentation et de débats ont été exposées sous forme de posters et seront incluses dans un ouvrage qui reprendra l'ensemble des travaux. La forte participation espagnole et latino-américaine s'explique, en grande partie, par le moment choisi pour organiser la conférence, soit quelques semaines après la promulgation par le parlement espagnol d'une loi-cadre sur l'économie sociale, la première de cette nature dans le monde.

La prochaine conférence aura lieu à Antwerp (Belgique) du 24 au 26 octobre 2012.

- ◆ Des extraits de ce résumé proviennent des « Brèves » du Ciriec-France, no 43 - mai 2011

2012

SERA L'ANNÉE DU PROCHAIN CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Le 29^{ième} Congrès international du Ciriec se déroulera du **12 au 14 septembre 2012**, à Vienne.

L'économie publique, sociale et coopérative au service de l'intérêt général

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ciriec International:

www.ulg.ac.be/ciriec/

Conseil scientifique international du CIRIEC international

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du Ciriec et a été présidé par Benoît Lévesque jusqu'à ce que Luc Bernier lui succède en 2010. Le CSI s'est réuni la dernière fois à Valence en octobre 2011 et se réunira à Bratislava en septembre 2012 lors du congrès international. Une partie de la dernière réunion s'est tenue avec les membres du Conseil international pour mieux arrimer le travail scientifique fait au CIRIEC avec les préoccupations des praticiens. La double transversalité « universitaires et praticiens » ainsi que « économie sociale et entreprises publiques » a été rediscutée alors et réaffirmée. Il a aussi été question de la manière de perpétuer la veille stratégique amorcée comme projet pilote en 2008-2009. Pour le moment, la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) sous la direction de Marie J. Bouchard, assure cette veille pour l'économie sociale.

Le CSI a également discuté de l'importance pour le Ciriec international de multiplier les travaux de recherche. Le rythme actuel des travaux est trop lent et ceux-ci pas assez nombreux pour permettre au Ciriec d'avoir la visibilité nécessaire pour attirer une nouvelle génération de chercheurs. Il faut aussi penser à financer la recherche et non pas toujours se fier au bénévolat des chercheurs.

Le président du CSI a plaidé que la recherche en économie sociale est de plus en plus éclatée alors que le réseau en économie publique est en reconstruction. Le Ciriec doit considérer s'allier à d'autres réseaux comme sur COCOPS sur les réformes administratives et la cohésion sociale en Europe. Il faut aussi élargir le réseau scientifique à des pays où il n'y a pas de section nationale, le Royaume-Uni et la Suisse par exemple. Le CSI a aussi encouragé la commission économie sociale à conclure ses travaux sur le lien entre les politiques publiques et l'économie sociale alors qu'il a pris acte que les travaux sur les entreprises publiques locales étaient presque complétés. Il a par ailleurs au cours de l'année officialisé les travaux sous la direction de Marie J. Bouchard qui pilotera le nouveau groupe de travail sur la mesure de l'économie sociale (vérifier avec Marie) et le nouveau projet de la commission économie publique.

Le Prix Edgar Milhaud qui s'adresse à des jeunes chercheurs, étudiants et doctorants de manière à encourager la relève, sera attribuer pour une seconde fois lors du congrès de Vienne en 2012, avec les limites de sa forme actuelle qui rend la compétition difficile pour les femmes.

Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative*

La Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative* s'est réunie le 18 novembre 2011 à Bruxelles (et Montréal par vidéoconférence) et se réunira à nouveau à San Sebastian (Espagne) le 19 juin 2012. Le Groupe de travail sur « Politiques publiques et économie sociale », coprésidé par Danièle Demoustier (Institut d'études politique de Grenoble) et Rafael Chaves (U. de Valencia), a mis un terme à ses travaux et évalue les productions en vue d'une éventuelle publication. Un nouveau groupe a été mis sur pied sur le thème « Perspective internationale sur la production de statistiques sur l'économie sociale ». Le Groupe de travail est codirigé par Marie J. Bouchard (UQAM) et Damien Rousselière (Agrocampus Ouest (France) et UQAM). Une rencontre de ce groupe est prévue à Paris, les 11 et 12 juin 2012. La Commission scientifique prépare la prochaine Conférence internationale sur l'économie sociale, qui se tiendra à Leuven (Belgique) en septembre 2013. Siègent au comité scientifique de cette conférence Marie J. Bouchard (UQAM) et Luc Bernier (ENAP), en tant que président du Conseil scientifique international du Ciriec international.

Commission scientifique internationale *Services publics \ Entreprises publiques*

La commission scientifique *Services publics et Entreprises publiques* a complété ses travaux sur les entreprises publiques locales. Un numéro spécial de la revue des Annales a été préparé pour en présenter les conclusions, numéro qui devrait paraître en 2012. En 2011, un livre sous la direction de Philippe Bance et Luc Bernier sur la *Crise contemporaine et le renouveau de l'action publique* a été publié chez Peter Lang. Il a aussi été le résultat des travaux de la commission. Il a mené à la préparation d'un second livre sur la crise et l'Europe par le Ciriec France qui sera disponible au printemps 2012.

Depuis, la commission a entrepris un nouveau projet de recherche sur les entreprises publiques contemporaines. Après trois décennies à parler de privatisation, il a été jugé opportun de reprendre l'étude de ce thème négligé qui est au cœur des activités du Ciriec. Un appel à participation a été lancé qui mènera à trois colloques au cours des prochaines années. L'appel initial a mené à 80 propositions différentes. Le premier colloque portera sur la théorie des entreprises publiques. Le second sera consacré à des études de cas et le troisième permettra de discuter de thèmes d'avenir. Les divers documents sont disponibles sur le site du CERGO, sous la rubrique « Thèmes de recherche » <http://www.cergo.enap.ca> .

La commission est à réaffirmer par ce projet son domaine de recherche. Lorsque ces travaux auront été complétés, nous aurons un manuel digne de ce nom sur le sujet pour succéder à celui de Aharoni qui date de 1986, un portrait plus juste de leur positionnement, de leurs relations avec le secteur privé et de leur gouvernance.

Crise contemporaine et renouveau de l'action publique - Vers l'émergence d'un nouveau mode de régulation, dirigé par Philippe Bance et Luc Bernier

La crise majeure débutée en 2008 est-elle terminée ? Gouvernements et analystes l'ont annoncé à maintes reprises. Pourtant, ce diagnostic reste aujourd'hui encore très prématuré. Le taux de chômage demeure élevé dans de nombreux pays. Car, si les aides massives apportées par les États à l'économie ont permis d'éviter l'effondrement du système économique, elles ont paradoxalement exposé les États à leur propre faillite. Plusieurs pays d'Europe sont dans des situations précaires. Bien au-delà de l'Europe, le rôle joué par l'État est en question. Quelles mesures doivent être prises par les autorités publiques pour remédier à la crise économique ? Assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau mode de régulation ? Comment est désormais porté et défendu l'intérêt général ? Comment les rapports entre l'État et les citoyens sont-ils transformés ? Quelles sont les variations nationales ou continentales sur ces thèmes ? C'est à ces questions communes que différents spécialistes d'Europe, d'Afrique et des Amériques liés au CIRIEC international répondent dans cet ouvrage dans une perspective comparée.



Le plan triennal 2012-2015 (Annexe 1)

Entre juin et décembre 2011, les membres du comité exécutif ont initié une réflexion sur les orientations du CIRIEC et ont élaboré un plan triennal pour les années 2012-2015. Les personnes ayant participé aux rencontres sont les suivantes : les membres du comité exécutif (Léopold Beaulieu, Luc Bernier, Marie J. Bouchard, Claude Carbonneau, Chantal Malo et Martine Vézina), deux anciens présidents du CIRIEC-Canada, Benoît Lévesque et Carol Saucier, le directeur de la Revue *Économie et Solidarités*, Jacques L. Boucher et Suzanne Poirier, professionnelle de recherche à l'Université de Sherbrooke, qui assure la permanence au CIRIEC-Canada.

Le plan triennal a été soumis pour discussion aux membres du conseil d'administration lors de la réunion du conseil d'administration du 13 décembre 2011 et a été adopté, comprenant une proposition de deux amendements aux articles des règlements généraux ayant trait à la reformulation de la mission du CIRIEC ainsi qu'à l'élection des membres administrateurs pour faire place aux jeunes chercheur(e)s. Le plan triennal est présenté à l'annexe 1 du présent rapport.

Séance de réflexion sur la conjoncture

Une séance de réflexion sur la conjoncture s'est tenue à l'occasion de la réunion du conseil d'administration du 7 mars 2012. Il s'agissait d'une présentation de Benoît Lévesque suivie d'échanges à partir du texte qu'il avait publié en décembre 2011 dans l'Action nationale: "*Un monde qui se défait, un monde à reconstruire. Réflexion sur la conjoncture économique et politique*".

Tenue d'un colloque en janvier 2011: *Le développement durable et la responsabilité sociétale des entreprises : un domaine où les entreprises publiques et d'économie sociale peuvent innover ?*

Les résultats d'une recherche effectuée par un groupe de travail du CIRIEC ont été présentés dans le cadre d'un colloque qui s'est tenu le 18 janvier 2011. Il s'agissait d'un colloque sur invitation seulement qui s'adressait à plus d'une centaine de participants provenant de divers groupes et organisations qui portent un intérêt à la RSE dans les entreprises collectives. Outre les membres du CIRIEC-Canada et les entreprises et organisations ayant participé à la recherche, étaient présents des dirigeantes et dirigeants d'un grand nombre d'entreprises publiques, d'entreprises d'économie sociale, de coopératives et mutuelles, de chercheurs et d'étudiants universitaires.

L'enquête menée auprès d'entreprises collectives et le rapport de recherche ont amené des éléments théoriques, des éléments de marchés, de positionnement général des entreprises vis-à-vis la responsabilité sociétale et le développement durable. Comment les entreprises collectives peuvent-elles se positionner dans cet univers qui est en émergence, dont la connaissance n'est pas encore normée, mais est plutôt en développement, en exploration et en approfondissement. Les conclusions de la recherche ont permis de confirmer les hypothèses posées au départ en ce qui a trait à la capacité d'innovation, mais en même temps font apparaître le besoin d'approfondir et poursuivre cette mise en place des principes de développement durable.

Le rapport de recherche peut être consulté sur le site internet du CIRIEC-Canada sous la rubrique « Publications » : Rapport de recherche (Mars 2011) à l'adresse suivante:

<http://www.ciriec.uqam.ca>

LE COLLOQUE ANNUEL 2011 DU CIRIEC-CANADA À L'ACFAS

Le colloque annuel 2011 s'est tenu le lundi 9 mai, dans le cadre du 79^e congrès de l'Afas, à l'Université de Sherbrooke. Le thème du colloque était:

Finance socialement responsable et entreprises collectives: une alliance naturelle ?

Le mouvement de la finance socialement responsable (FSR) a connu un développement particulièrement marqué au cours de la dernière décennie. Comme si besoin était, ce mouvement a été légitimé par la crise financière de 2008 qui a mis en évidence les dysfonctionnements économiques en soulevant une multitude d'enjeux éthiques reliés au monde de la finance.

Au Québec, les entreprises collectives, qu'elles soient publiques (Investissement Québec, SGF, etc.) ou privées (Mouvement Desjardins, Fondation et autres institutions d'économie sociale, etc.), se sont particulièrement investies dans des démarches institutionnelles qui s'inspirent de près ou de loin du mouvement de la finance socialement responsable. Prétendre que de telles démarches institutionnelles pour prendre en compte la FSR est attribuable au fait que l'équité sociale et la recherche d'équilibres socio-économiques sont à l'origine de la création de plusieurs de ces entreprises collectives et au cœur de leurs missions, rôles et objectifs, ne serait sans doute pas exagéré.

Dès lors, il apparaît important d'interroger l'originalité et la spécificité des pratiques au sein des entreprises collectives de la FSR. D'une façon plus particulière, nous souhaitons identifier dans quelle mesure les pratiques de la FSR contribuent à la réalisation, voire à la légitimation de la mission de ces institutions financières collectives. Cela se fera en identifiant les enjeux et dilemmes particuliers soulevés par la mise en œuvre de pratiques de FSR au sein des institutions financières collectives. Dans quelle mesure ces pratiques sont-elles susceptibles de minimiser les risques de dérive économique et financière, ou du moins d'en minimiser les impacts? C'est à un tel questionnement que les chercheurs ont été conviés.

Comité organisateur du colloque

André Lacroix, professeur, Département de philosophie et d'éthique appliquée et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée, Université du Sherbrooke.

Allison Marchildon, professeure, Département de philosophie et d'éthique appliquée, Université du Sherbrooke.

Martine Vézina, professeure agrégée, Service de l'enseignement du management, HEC Montréal.

Les présentations sont disponibles sur le site internet du CIRIEC-Canada sous la rubrique « Activités » « Acfas » à l'adresse suivante:

<http://www.ciriec.uqam.ca>

L'HISTORIQUE DU CIRIEC-CANADA

Le CIRIEC-Canada (1966-2006) Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale

par Benoît Lévesque



Cet ouvrage nous apprend comment la recherche sur les coopératives, les entreprises publiques et l'économie sociale s'est organisée par l'intermédiaire d'une association scientifique, le CIRIEC-Canada, sa revue *Économie et Solidarités*, ses colloques, ses recherches et ses activités internationales (bien qu'autonome, le CIRIEC-Canada représente l'une des quinze sections nationales du CIRIEC international). Cet ouvrage devrait intéresser non seulement les chercheurs mais aussi les personnes engagées dans ces diverses entreprises et organisations. En effet, dès sa fondation en 1966, la section canadienne du CIRIEC a tenté de réunir des chercheurs de toutes les universités, des dirigeants provenant des principales entreprises d'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations) et des entreprises publiques. Pour la recherche comme pour la pratique, ces deux types d'entreprises partagent plusieurs éléments dont une double mission, rentabilité économique et développement socioéconomique, et relèvent de deux processus démocratiques complémentaires, celui de la démocratie représentative pour les entreprises publiques et celui de la participation de leurs membres pour les entreprises d'économie sociale.

De plus, ces entreprises soulèvent une même question : Comment les activités économiques peuvent-elles contribuer à la prise en charge de l'intérêt général ? Au cours des quarante dernières années, la section canadienne du CIRIEC a connu trois grandes phases. Après une première phase (1966-1976) comme association canadienne bilingue portant sur les entreprises publiques et les coopératives, elle s'est centrée dans une seconde période (1977-1993) principalement sur les coopératives et sur le Québec, pour renouer, au cours d'une troisième période (1994-2006), avec son projet initial, mais adapté à un contexte devenu plus complexe. Chacune de ces trois périodes laisse voir des réalisations structurantes au plan du partenariat, du réseautage et du rayonnement international, sans oublier un approfondissement théorique qui permet une « désidéologisation » de l'objet de recherche. En somme, l'histoire du CIRIEC-Canada doit être prise en considération si l'on veut bien comprendre l'important développement de la recherche sur les entreprises collectives au Québec de même que la place qu'y occupe le partenariat entre chercheurs et praticiens dans ce domaine.

Pour obtenir un exemplaire, veuillez émettre un chèque de 30 \$ au nom de:

CIRIEC-Canada

150 place Charles-Le Moyne
Boîte postale 1
Longueuil (Québec) J4K 0A8

Pour renseignements:

Suzanne Poirier au (450) 463-1835 poste 61871 ou Ciriec-Canada@USherbrooke.ca

Annexe 1

